Interactions entre groupements et organismes d'appui : stratégies, négociations, confrontations, manipulations et alliances

Synthèse du groupe de travail n°3 animé par Jean-Pierre Jacob

Jean-Pierre Jacob

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/3863>

DOI : 10.4000/apad.3863

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1992

Référence électronique

Jean-Pierre Jacob, « Interactions entre groupements et organismes d'appui : stratégies, négociations, confrontations, manipulations et alliances », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 4 | 1992, mis en ligne le 26 juin 2008, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/3863> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.3863>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Interactions entre groupements et organismes d'appui : stratégies, négociations, confrontations, manipulations et alliances

Synthèse du groupe de travail n°3 animé par Jean-Pierre Jacob

Jean-Pierre Jacob

- 1 Dès l'époque coloniale, l'État encourage la création d'organisations paysannes (OP). Cette politique se fonde sur une philosophie de la complémentarité. Il s'agit d'améliorer les tâches de gouvernement et de développement entrepris par l'Etat central au travers de la constitution de structures rurales de regroupement qui prennent elles-mêmes en charge une partie de leurs problèmes d'organisation. Le raisonnement sous-jacent est technique et il a deux aspects :
 - aspect "économie d'échelle" : il s'agit de faciliter l'appui et la supervision externe et de permettre aux services techniques, à l'administration puis à l'aide étrangère de réaliser des offres de services, de vulgariser des techniques et des façons culturelles ou d'opérer des tâches de contrôle, voire même de mobiliser les paysans et de diffuser des mots d'ordre politiques de la manière la plus efficiente possible,
 - aspect "avantage comparatif" : les politiques conçues par l'administration sont confiées pour exécution aux OP. On considère que ces dernières sont mieux à même de régler les tâches d'organisation interne qui sont la condition de l'exécution d'un programme : récupération des crédits auprès des producteurs, gestion des conflits internes, tâches de leadership et de mobilisation.
- 2 Les bailleurs de fonds internationaux - la CEE (c. Girard) et les agences financées par la Banque Mondiale (H. Venema) - reprennent les mêmes stratégies avec les mêmes arguments techniques : avantage comparatif et économie d'échelle.
- 3 Cependant, depuis longtemps, on sait que des différences sont faites entre les aires géographiques, l'Etat réservant aux OP des zones "utiles" (celles des cultures arachidière et cotonnière) des tâches en fait assez différentes de celles des zones hors

cultures de rente (Jean Nyemba Ambela). Les premières s'organisent autour de l'exploitation d'une filière, les secondes appliquent les consignes de politiques de développement larges et différenciées, selon leurs aires géographiques d'appartenance.

- 4 Les premières rapportent de l'argent à l'Etat, puisque c'est à partir des comptes des sociétés d'intervention que sont rétribués les services techniques, une partie du budget national et la caisse de, stabilisation des cours des produits de rente, les secondes coûtent de l'argent à l'Etat, qui fournit des services administratifs sans contrepartie majeure. Depuis les années 1970, le financement du développement de ces zones hors culture cotonnière, au vu d'une tutelle de l'Etat souvent défailante, a été pris en charge par de nombreuses agences d'aide internationale. Ces agences fixent selon leurs intérêts, les activités à prendre en compte, les critères de création des OP, leur rythme d'évolution... Elles sont orientées en partie sur le développement de cultures de rente qui échappent aux circuits institués : maraîchage, arboriculture... Sur ces situations, les évaluations sont divergentes et les rapports de subsidiarité entre Etat, agences internationales et OP doivent être étudiés avec soin. La volonté, la capacité des OP est peut-être maximum là où elles sont relativement autonomes de l'Etat (Venema), mais le désengagement de l'Etat ne signifie pas automatiquement la montée de la société civile organisée (Guillermou).
- 5 Plus près du terrain, les textes de Anne Floquet et de Mariatou Koné soulignaient l'un, l'intérêt de ne pas considérer les OP comme les uniques partenaires dans la diffusion des innovations techniques (importance de l'étude des réseaux) et l'autre, l'importance de la "personne" de l'encadreur dans la participation paysanne aux projets de développement agricole.